



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/43/PV.72
14 décembre 1988

FRANCAIS

Quarante-troisième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 72e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mercredi 7 décembre 1988, à 10 h 30

Président : M. CAPUTO (Argentine)

Allocution de M. Mikhail Gorbatchev, Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, Président du Prédésium du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies [41]

Quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme [38]
(suite)

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 11 h 5.

ALLOCUTION DE M. MIKHAIL GORBATCHEV, SECRETAIRE GENERAL DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DE L'UNION SOVIETIQUE, PRESIDENT DU PRESIDUM DU SOVIET SUPREME DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : L'Assemblée va entendre ce matin une déclaration du Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, Président du Présidium du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

M. Mikhail Gorbatchev, Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, Président du Présidium du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies au Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, Président du Présidium du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, S. E. M. Mikhail Gorbatchev et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

Le Président GORBATCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Nous sommes venus ici pour témoigner du respect que nous inspire l'Organisation des Nations Unies qui, de plus en plus, manifeste son aptitude à agir en tant que centre international unique au service de la paix et de la sécurité.

Nous sommes venus ici pour témoigner de notre respect à l'égard de la dignité de cette organisation, capable d'incarner la sagesse et la volonté collectives de l'humanité.

Les récents événements montrent de plus en plus clairement que le monde a besoin d'une telle organisation et que celle-ci, de son côté, a besoin de la participation active de tous ses membres, de leur soutien pour ses entreprises et ses actes, et de leurs potentialités et contributions originales qui enrichissent son activité.

Il y a un peu plus d'un an, dans un article intitulé "Réalité et garanties d'un monde sûr", j'ai énoncé quelques idées sur des problèmes intéressant les Nations Unies.

Le Président Gorbatchev

Depuis lors, le temps a donné nouvelle matière à réflexion. Les événements mondiaux ont en effet atteint un point crucial.

Le rôle joué par l'Union soviétique dans les affaires mondiales est bien connu, et étant donné la perestroïka révolutionnaire en cours dans notre pays, qui offre d'immenses possibilités de paix et de coopération internationales, nous sommes maintenant particulièrement désireux d'être bien compris.

C'est pourquoi nous sommes venus ici, devant l'Organisation mondiale qui fait le plus autorité, pour partager avec elle nos réflexions et pour qu'elle soit la première à apprendre nos nouvelles et importantes décisions.

A quoi ressemblera l'humanité lorsqu'elle abordera le XXI^e siècle? L'homme est déjà fasciné par cet avenir relativement proche. Nous attendons cet avenir avec l'espoir qu'il sera meilleur, tout en éprouvant un sentiment d'inquiétude.

Le Président Gorbatchev

Le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui est radicalement différent de ce qu'il était au début ou même au milieu de ce siècle. Et il continue de changer, de même que toutes ses composantes.

L'apparition des armes nucléaires a été un autre rappel tragique de la nature fondamentale de cette mutation. Symbole matériel et expression de la puissance militaire absolue, les armes nucléaires ont en même temps révélé les limites absolues de cette puissance. Le problème de la survie et de l'instinct de survie de l'humanité apparaît au premier plan.

Nous assistons aujourd'hui à un changement social des plus profonds. Que ce soit à l'Est ou au Sud, à l'Ouest ou au Nord, des centaines de millions d'hommes, de nouvelles nations et de nouveaux Etats, de nouveaux mouvements publics et de nouvelles idéologies apparaissent à l'avant-scène de l'histoire. De larges mouvements populaires, souvent turbulents, manifestent, d'une façon multidimensionnelle et contradictoire, un désir d'indépendance, de démocratie et de justice sociale. L'idée de démocratiser tout l'ordre mondial est devenue une force sociopolitique puissante.

En même temps, la révolution scientifique et technique a transformé en problèmes mondiaux beaucoup de problèmes économiques, alimentaires, énergétiques, écologiques, informationnels et démographiques, que l'on traitait récemment encore comme des problèmes nationaux ou régionaux.

Grâce aux progrès enregistrés dans les moyens de communication, d'information et de transport, le monde semble être devenu plus visible et plus tangible. La communication internationale est devenue plus facile qu'autrefois. Aujourd'hui, le maintien d'une société fermée, quelle qu'elle soit, n'est guère possible. Cela exige un examen radical des attitudes devant la totalité des problèmes de coopération internationale en tant qu'élément majeur de la sécurité universelle. L'économie mondiale devient un organisme unique, et aucun Etat, quel que soit le système social dont il se réclame et quelle que soit la situation économique dans laquelle il se trouve, ne peut se développer normalement en dehors de lui.

Cela impose la nécessité de mettre au point un mécanisme radicalement nouveau pour le fonctionnement de l'économie mondiale, une nouvelle structure de la répartition internationale du travail.

En même temps, la croissance de l'économie mondiale révèle les contradictions et les limites inhérentes à l'industrialisation traditionnelle. Son extension et son intensification incontrôlées nous mènent à une catastrophe écologique.

Le Président Gorbatchev

Mais il y a encore beaucoup de pays sans industries suffisamment développées, et certains n'ont pas encore dépassé le stade préindustriel. L'un des grands problèmes est de savoir si le processus de croissance économique de ces pays suivra les vieux modèles technologiques ou s'ils pourront se joindre à la recherche d'une production écologiquement propre. Et il y a un autre grand problème : loin de diminuer, le fossé entre les pays développés et la plupart des pays en développement s'agrandit de plus en plus, au point de constituer une grave menace mondiale. D'où la nécessité d'entamer la recherche d'un type fondamentalement nouveau de progrès industriel, un progrès qui satisferait les intérêts de tous les peuples et de tous les Etats.

En un mot, les nouvelles réalités modifient toute la situation mondiale. Les différences et les contradictions héritées du passé s'atténuent ou sont déplacées, mais de nouvelles apparaissent. Certaines des divergences de vues et certains différends du passé perdent de leur importance, mais des conflits d'un type différent les remplacent.

La vie nous fait renoncer à des stéréotypes établis et à des points de vue périmés. Elle nous fait abandonner des illusions. La notion même de la nature et du critère du progrès change. Il serait naïf de penser que les problèmes qui affligent l'humanité aujourd'hui peuvent être résolus avec les mêmes moyens et les mêmes méthodes que ceux qui étaient appliqués ou qui semblaient fonctionner dans le passé. Certes, l'humanité a accumulé une expérience très riche en matière de développement politique, économique et social dans des conditions extrêmement variées. Mais cette expérience correspond aux pratiques et à la physionomie d'un monde qui appartient déjà ou va appartenir au passé. C'est l'un des signes de la nature cruciale de la phase de l'histoire que nous vivons.

Les plus grands philosophes ont essayé de saisir les lois du développement social et de trouver une réponse à la question principale : comment rendre la vie de l'homme heureuse, juste et sûre. Deux grandes révolutions, la révolution française de 1789 et la révolution russe de 1917, ont eu des répercussions puissantes sur la nature même de l'histoire et ont radicalement modifié le cours de l'évolution du monde. Ces deux événements, chacun à sa façon, ont imprimé un élan considérable au progrès de l'humanité. Dans une large mesure, ces deux révolutions ont forgé le mode de pensée qui prévaut aujourd'hui dans la conscience sociale. C'est un héritage spirituel des plus précieux.

Le Président Gorbatchev

Mais, aujourd'hui, nous nous trouvons devant un monde différent pour lequel nous devons chercher un nouveau chemin vers l'avenir. En cherchant ce chemin, nous devons, naturellement, tirer parti de l'expérience accumulée, sans pourtant oublier les différences fondamentales qui existent entre la situation d'hier et celle que nous connaissons aujourd'hui. Mais la nouveauté et la difficulté des tâches qui nous attendent vont bien au-delà. Aujourd'hui, nous entrons dans une nouvelle ère où le progrès sera défini par les intérêts universels de l'homme. La conscience de tout cela exige que la politique du monde s'inspire, elle aussi, de la primauté des valeurs humaines universelles.

L'histoire des siècles et des millénaires passés est faite de guerres qui ont fait rage pratiquement partout, de batailles souvent désespérées menées presque jusqu'à l'annihilation mutuelle. Elles résultaient de heurts d'intérêts sociaux et politiques, de haines nationales et d'incompatibilités idéologiques ou religieuses. Tout cela s'est produit. Aujourd'hui encore, beaucoup souhaiteraient que ces vestiges du passé soient acceptés comme une loi immuable.

Mais, parallèlement aux guerres, aux hostilités et aux divisions entre les peuples et les pays, une autre tendance, avec des causes tout aussi objectives, gagne du terrain : le processus de l'apparition d'un monde mutuellement interdépendant et intégré. Aujourd'hui, la poursuite du progrès mondial n'est possible qu'en recherchant un consensus de toute l'humanité dans la voie d'un nouvel ordre mondial.

Nous en sommes arrivés au point où le jeu désordonné des forces élémentaires conduit à l'impasse. La communauté internationale doit apprendre à susciter et à guider les événements de façon à préserver notre civilisation et à la rendre plus sûre pour tous et plus propice à une vie normale.

Nous parlons de coopération, que l'on pourrait plus précisément appeler cocréation et codéveloppement. La formule du développement aux dépens des autres est périmée. Compte tenu des réalités d'aujourd'hui, aucun progrès véritable n'est possible au détriment des droits et libertés des gens et des peuples, ou aux dépens de la nature.

La solution même des problèmes mondiaux exige que l'on donne un nouvel essor et une nouvelle qualité à l'interaction des Etats et aux courants sociopolitiques, indépendamment des divergences idéologiques ou autres.

Le Président Gorbatchev

Naturellement, des changements radicaux et des transformations révolutionnaires continueront de se produire à l'intérieur des différents pays et des structures sociales. C'est ce qui s'est fait jusqu'ici et c'est ce qui continuera de se faire. Mais là aussi, notre temps apporte un changement. Des transformations internes ne peuvent plus aboutir à leurs objectifs nationaux si elles se font parallèlement à d'autres sans utiliser les réalisations du monde extérieur et les possibilités qu'offre une coopération équitable.

Cela étant, toute ingérence dans ces évolutions internes en vue de les réorienter au goût de certains aurait des conséquences d'autant plus destructrices pour l'établissement d'un ordre pacifique.

Dans le passé, les divergences de vues ont été souvent un facteur de rejet mutuel. Aujourd'hui, elles ont la possibilité de devenir un facteur d'enrichissement mutuel et d'attraction mutuelle.

Les différences entre les systèmes sociaux, les modes de vie et les préférences pour certaines valeurs recouvrent des intérêts différents. On ne peut échapper à cette réalité.

Le Président Gorbatchev

Mais l'on ne peut échapper non plus à ce qui est devenu une condition de survie et de progrès : la nécessité de trouver un équilibre d'intérêts dans un cadre international.

En réfléchissant à tout cela, on aboutit à la conclusion que, si vous voulons tenir compte des leçons du passé et des réalités du présent, si vous voulons prendre en considération la logique objective de l'évolution du monde, nous devons chercher - chercher ensemble - les moyens d'améliorer la situation internationale et d'édifier un monde nouveau et, si tel est le cas, nous devrions définir d'un commun accord les conditions préalables et les principes fondamentaux et véritablement universels d'une telle action.

Il est clair, par exemple, que la force et la menace de la force ne peuvent et ne doivent plus être un instrument de politique étrangère. Cela s'applique, par-dessus tout, aux armes nucléaires. Mais ce n'est pas la seule chose qui importe. Tous, et en premier lieu les plus forts, doivent faire preuve de modération et exclure totalement tout emploi de la force orienté vers l'extérieur. C'est là l'élément premier et le plus important d'un monde non violent, idéal que, avec l'Inde, nous avons proclamé dans la Déclaration de Delhi et que nous vous invitons à suivre.

Après tout, il est maintenant tout à fait clair que l'accumulation de la puissance militaire ne rend aucun pays omnipotent. De plus, en s'appuyant unilatéralement sur la puissance militaire, on affaiblit en fin de compte les autres éléments de la sécurité nationale.

Il nous paraît tout aussi évident que le principe de la liberté de choix est obligatoire. Ne pas le reconnaître risque d'avoir des conséquences extrêmement graves pour la paix du monde. Priver les peuples de ce droit sous quelque prétexte ou sous couvert de quelque rhétorique que ce soit risque de compromettre même l'équilibre fragile qui a été atteint. La liberté de choix est un principe universel qui ne devrait souffrir aucune exception.

Ce ne sont pas seulement de bonnes intentions qui nous ont amenés à la conclusion que ce principe était absolu. Nous y sommes arrivés par une analyse sans parti pris des tendances objectives du monde contemporain. La diversité de plus en plus grande des options de développement social dans les différents pays caractérise de plus en plus ces tendances. Cela s'applique aussi bien au système

Le Président Gorbatchev

capitaliste qu'au système socialiste. La diversité des structures sociopolitiques qui s'est fait jour au cours des décennies passées du fait des mouvements de libération nationale en témoigne.

Ce fait objectif exige le respect des opinions et des positions d'autrui, la tolérance et la volonté de percevoir ce qui est différent comme n'étant pas nécessairement quelque chose de mauvais ou d'hostile, ainsi que la capacité à apprendre à vivre côte à côte avec d'autres tout en demeurant différents et sans être forcément toujours d'accord. Au moment où le monde affirme sa diversité, les efforts que font certains pour tenter d'en imposer aux autres et de leur enseigner leur propre type de démocratie ne sont plus de mise, sans parler du fait que les valeurs démocratiques destinées à l'exportation perdent souvent très rapidement leur valeur.

Par conséquent, ce dont il s'agit, c'est de l'unité dans la diversité. Si nous posons cela sur le plan politique, si nous réaffirmons notre adhésion à la liberté de choix, il n'est plus question alors de dire que certains vivent sur la Terre en vertu de la volonté divine et que d'autres s'y trouvent tout à fait par hasard. Il est temps de laisser de côté ce genre de raisonnement et de façonner nos politiques en conséquence. Cela ouvrirait des perspectives de renforcement de l'unité du monde.

La nouvelle phase exige également la désidéologisation des relations entre Etats. Nous n'abandonnons pas nos convictions, notre philosophie ou nos traditions, ni ne demandons à qui que ce soit d'abandonner les siennes. Nous n'avons pas non plus l'intention d'être esclaves de nos valeurs, ce qui entraînerait un appauvrissement intellectuel car cela signifierait le rejet d'une source puissante de développement : l'échange de tout ce qui est original et que chaque nation a créé de façon indépendante.

Dans un tel échange, que chacun montre les avantages de son système social, de son mode de vie et de ses valeurs, non pas simplement par des phrases et de la propagande, mais par des actes. Ce serait là une rivalité d'idéologies loyale. Mais elle ne devrait pas s'étendre aux relations entre Etats, sinon nous ne serions pas capables de résoudre les problèmes qui se posent au monde : instaurer une coopération large et mutuellement avantageuse et équitable entre les nations; utiliser efficacement les réalisations de la révolution scientifique et technique;

Le Président Gorbatchev

restructurer l'économie mondiale et protéger l'environnement; éliminer l'arriération, la faim, la maladie, l'analphabétisme et autres fléaux mondiaux. Et, bien sûr, nous ne serions pas non plus en mesure d'éliminer la menace nucléaire et le militarisme.

Telles sont les réflexions que nous inspire le mode de développement du monde à l'aube du XXIe siècle.

Naturellement, loin de nous l'idée de prétendre être en possession de la vérité ultime, mais, sur la base d'une analyse approfondie du passé et des réalités nouvelles qui commencent à s'imposer, nous sommes parvenus à la conclusion que c'est dans ce sens que nous devrions, ensemble, rechercher la voie menant à la suprématie de l'esprit humain universel sur la multitude infinie des forces centrifuges, la voie de la préservation de la vitalité de cette civilisation, peut-être unique dans tout l'univers.

Cette vision ne serait-elle pas trop romantique? Ne surestimons-nous pas le potentiel et la maturité de la conscience sociale du monde? Nous avons entendu poser ce genre de questions et exprimer ce genre de doutes aussi bien dans notre pays que de la part de certains de nos partenaires occidentaux.

Je suis convaincu que nous ne sommes pas détachés de la réalité. Des forces ont déjà fait leur apparition dans le monde qui, d'une façon ou d'une autre, stimulent l'émergence d'une période de paix. Les peuples et de larges secteurs du public souhaitent, en fait, ardemment l'amélioration de la situation. Ils veulent apprendre à coopérer. Il est même parfois étonnant de constater la force de cette tendance. Il est également important que celle-ci commence à se communiquer à la politique.

Des changements dans les approches philosophiques et les relations politiques sont une condition indispensable pour pouvoir imprimer, tandis que se déroulent les processus objectifs mondiaux, un élan puissant aux efforts visant à établir de nouvelles relations entre Etats. Même les hommes politiques dont les activités étaient plutôt axées sur la guerre froide et parfois liées à ses phases les plus critiques tirent maintenant les conclusions appropriées. Ce sont eux surtout qui ont du mal aujourd'hui à abandonner les vieux stéréotypes et les pratiques passées et, même s'ils viennent à changer d'orientation, il est clair que lorsque les nouvelles générations prendront la relève, les chances se multiplieront.

Le Président Gorbatchev

En bref, la compréhension de la nécessité d'une période de paix commence à gagner du terrain et à l'emporter. Cela a permis de franchir les premiers pas réels vers la création d'un environnement international plus sain et en matière de désarmement.

Quelles sont les incidences pratiques de tout cela? Il serait naturel et raisonnable de ne pas abandonner tout ce qui a déjà été accompli et qui est positif et de tirer parti des acquis des années passées - tout ce que nous avons créé ensemble. Je veux parler du processus de négociation sur les armes nucléaires, les armes classiques et les armes chimiques, et de la recherche de démarches politiques en vue de mettre un terme aux conflits régionaux. Naturellement, je veux surtout parler du dialogue politique, un dialogue plus intensif et plus ouvert, qui aille au coeur des problèmes et non pas à l'affrontement, qui soit un échange d'idées constructives et non de récriminations. Sans dialogue politique, le processus de négociation ne peut avancer.

A notre avis, les perspectives d'avenir, proche et plus lointain, sont tout à fait optimistes. Il suffit de regarder les changements dans nos relations avec les Etats-Unis. La compréhension mutuelle a commencé à se développer peu à peu et des éléments de confiance sont apparus, sans lesquels il est extrêmement difficile de progresser en politique.

En Europe, ces éléments sont encore plus nombreux. Le processus d'Helsinki est un grand processus. Je crois qu'il demeure pleinement valable. Ses dimensions politiques, philosophiques, pratiques et autres doivent être préservées et renforcées, tout en tenant compte des circonstances nouvelles.

Le Président Gorbatchev

Les réalités actuelles rendent impératif que le dialogue qui assure l'évolution normale et constructive des affaires internationales fasse intervenir, de façon continue et active, tous les pays et régions du monde, y compris de grandes puissances comme l'Inde, la Chine, le Japon et le Brésil ainsi que d'autres pays, grands, moyens et petits.

Je suis favorable à un dialogue politique plus dynamique et plus substantiel; je suis favorable au renforcement des conditions politiques préalables nécessaires afin d'améliorer le climat international. Cela permettrait de trouver plus facilement des solutions pratiques à de nombreux problèmes. Si ardue qu'elle puisse être, c'est là la voie dans laquelle nous devons nous engager.

Chacun devrait s'associer au mouvement menant à une plus grande unité mondiale. Aujourd'hui, cela est particulièrement important, car nous nous approchons d'un point très important auquel nous devons nous demander comment assurer la solidarité du monde et la stabilité et le dynamisme des relations internationales.

Toutefois, dans mes conversations avec les chefs de gouvernement et les chefs politiques étrangers, avec lesquels j'ai eu plus de 200 rencontres, j'ai parfois senti leur mécontentement du fait qu'à ce point crucial, pour une raison ou pour une autre, ils se trouvent parfois en marge, pour ainsi dire, des questions principales de la politique mondiale. Il est juste et naturel que personne ne souhaite se résigner à cela.

Si, bien que différents, nous faisons cependant partie de la même civilisation, si nous sommes conscients de l'interdépendance du monde contemporain, ce fait doit alors être de plus en plus présent dans la politique et dans les efforts pratiques visant à harmoniser les relations internationales. Peut-être le terme perestroïka n'est-il pas tout à fait approprié dans ce contexte, mais je souhaite que l'on crée de nouvelles relations internationales.

Je suis convaincu que notre époque et les réalités du monde d'aujourd'hui exigent l'internationalisation du dialogue et du processus de négociation. C'est là la conclusion principale et la plus générale à laquelle nous soyons arrivés en étudiant les tendances mondiales qui se sont dégagées au cours des dernières années et en participant à la politique mondiale.

Dans cette situation historique particulière, nous nous trouvons devant la question d'un nouveau rôle pour les Nations Unies. Nous pensons que les Etats doivent revoir dans une certaine mesure leur attitude envers l'Organisation des

Le Président Gorbatchev

Nations Unies, cet instrument unique sans lequel la politique mondiale serait inconcevable aujourd'hui. La réactivation récente de son rôle de maintien de la paix a également démontré la capacité de l'ONU d'aider ses membres à faire face aux défis redoutables de notre époque et à oeuvrer à l'humanisation de leurs relations.

Malheureusement, peu après sa création, l'Organisation a subi les assauts de la guerre froide. Pendant de nombreuses années, elle a été une lice pour les batailles de propagande et les affrontements politiques. Laissons les historiens débattre pour savoir qui est plus ou moins responsable de cette situation. Ce que les chefs politiques doivent faire aujourd'hui, c'est tirer les leçons de ce chapitre de l'histoire des Nations Unies, qui s'est révélé en contradiction avec le sens et les objectifs mêmes de notre organisation. L'une des leçons les plus amères et les plus importantes à en tirer nous est fournie par la longue liste des occasions manquées. De ce fait, l'autorité de l'ONU a diminué, à un moment donné, et beaucoup de ses tentatives d'agir ont échoué.

Il est très significatif que la réactivation du rôle des Nations Unies soit liée à une amélioration du climat international. D'une certaine façon, les Nations Unies amalgament les intérêts des divers Etats. C'est la seule organisation capable de fusionner en un seul courant leurs efforts bilatéraux, régionaux et mondiaux.

De nouvelles perspectives s'ouvrent à elle dans tous les domaines qui relèvent naturellement de sa compétence, à savoir les domaines politico-militaire, économique, scientifique, technologique, écologique et humanitaire. Prenons, par exemple, le problème du développement, qui est un problème humain véritablement universel. Les conditions dans lesquelles des dizaines de millions de personnes vivent dans un certain nombre de régions du tiers monde deviennent une véritable menace pour toute l'humanité.

Aucune entité fermée ou même aucune communauté régionale d'Etats, quelle que soit son importance, n'est en mesure de démêler l'écheveau des principaux liens économiques mondiaux : Nord-Sud, Est-Ouest, Sud-Sud, Sud-Est et Est-Est. Il faut aujourd'hui unir nos efforts et tenir compte des intérêts de tous les groupes de pays, et cela seule une organisation telle que l'ONU peut l'accomplir.

La dette extérieure est l'un des problèmes les plus graves. N'oublions pas qu'à l'ère du colonialisme, le monde en développement, au prix de pertes et de sacrifices innombrables, a financé la prospérité d'une large part de la communauté

Le Président Gorbatchev

mondiale. Il est temps de compenser les pertes qui ont accompagné cette contribution historique et tragique au progrès matériel du monde.

Là également, nous en sommes convaincus, la solution réside dans l'internationalisation de notre approche. Si l'on regarde la situation avec réalisme, on doit reconnaître que la dette accumulée ne saurait être remboursée ou recouvrée aux conditions initiales. L'Union soviétique est prête à instituer un long moratoire allant jusqu'à 100 ans pour le service de la dette des pays les moins avancés et, dans bon nombre de cas, à annuler purement et simplement la dette.

En ce qui concerne les autres pays en développement, nous proposons d'envisager les mesures suivantes : limiter leurs paiements au titre du service de la dette publique en fonction de la performance économique de chacun d'eux ou leur accorder un plus long délai pour le remboursement d'une large part de leur dette; appuyer l'appel de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement visant à réduire les dettes aux banques commerciales; garantir l'appui des gouvernements à des accords de marché visant à faciliter le règlement de la dette du tiers monde, y compris la création d'une institution internationale spécialisée qui rachèterait les dettes au rabais.

L'Union soviétique est favorable à une discussion de fond des moyens de dénouer la crise de la dette dans des enceintes multilatérales, y compris par des consultations sous les auspices des Nations Unies entre chefs de gouvernement des pays débiteurs et créanciers.

La sécurité économique internationale est inconcevable à moins d'être liée, non seulement au désarmement, mais également à l'élimination de la menace à l'environnement du monde. Dans un certain nombre de régions, l'état de l'environnement est tout simplement effrayant. Une conférence sur l'environnement dans le cadre des Nations Unies doit avoir lieu en 1992. Nous nous félicitons de cette décision et nous nous préparons pour que cette réunion donne des résultats correspondant à l'ampleur du problème.

Or, le temps passe vite bien que beaucoup soit fait dans divers pays. Là encore, je voudrais souligner avec force les perspectives qu'offre le processus de désarmement - et particulièrement, bien sûr, le désarmement nucléaire - pour la restauration de l'environnement.

Réfléchissons également à la création, dans le cadre des Nations Unies, d'un centre d'aide écologique d'urgence. Sa fonction serait d'envoyer sans tarder

Le Président Gorbatchev

des groupes d'experts internationaux dans les régions où l'environnement se détériore notablement. L'Union soviétique est également prête à coopérer à la création d'un laboratoire spatial international ou d'une station orbitale habitée ayant pour but exclusif de veiller sur l'état de l'environnement.

Dans le domaine général de l'exploration spatiale, les grandes lignes d'une future industrie spatiale deviennent de plus en plus claires. La position de l'Union soviétique est bien connue : les activités dans l'espace extra-atmosphérique doivent exclure l'apparition d'armes dans ce milieu. Là encore, il faut avoir une base juridique. Cette base existe déjà, avec les dispositions du Traité de 1967 et d'autres accords.

Toutefois, l'on ressent déjà profondément le besoin de mettre au point un régime général pour les activités pacifiques dans l'espace. La vérification du respect de ce régime serait confiée à une organisation spatiale mondiale. Nous avons avancé à plusieurs reprises une proposition tendant à créer une telle organisation. Nous sommes prêts à inclure dans son système notre station radar de Krasnoyarsk. Il a déjà été décidé de placer ce radar sous l'autorité de l'Académie des sciences de l'URSS. Les hommes de science soviétiques sont disposés à recevoir leurs collègues étrangers et à discuter avec eux de la façon d'en faire un centre international de coopération pacifique en démantelant et réaménageant certaines unités et certaines structures, et à fournir du matériel supplémentaire. Tout le système pourrait fonctionner sous les auspices des Nations Unies.

Le monde entier salue les efforts déployés par l'Organisation, son secrétaire général, M. Pérez de Cuéllar, et ses représentants pour dénouer l'écheveau des problèmes régionaux. Permettez-moi de m'étendre un peu sur ce point. Paraphrasant les paroles du poète anglais choisies par Hemingway comme épigraphe de son célèbre roman, je dirai que c'est pour nous tous que sonne le glas de chaque conflit régional.

Le Président Gorbatchev

Et c'est d'autant plus vrai si l'on songe que ces conflits ont lieu dans le tiers monde, déjà confronté à des fléaux et des problèmes d'une telle ampleur qu'ils ne peuvent que nous préoccuper tous.

L'année 1988 nous a apporté également une lueur d'espoir en ce qui concerne ce sujet de préoccupations communes et cet espoir est apparu dans pratiquement toutes les crises régionales. Dans certains des cas, la situation a évolué. Nous nous en félicitons et nous avons fait de notre mieux pour y contribuer.

Je me contenterai de citer le cas de l'Afghanistan.

Les Accords de Genève, dont le monde entier a apprécié l'importance fondamentale et pratique, avaient offert une possibilité de régler la question avant la fin de l'année même. Cela ne s'est pas fait.

Ce fait malheureux nous rappelle une fois de plus toute la valeur politique, juridique et morale de la maxime romaine : pacta sunt servanda! - les traités doivent être appliqués.

Je n'utiliserai pas cette tribune pour me livrer à des récriminations contre qui que ce soit.

Mais nous sommes d'avis que l'Organisation des Nations Unies a compétence pour compléter la résolution adoptée en novembre dernier par l'Assemblée générale par quelques mesures précises.

Afin, selon les termes de cette résolution, de parvenir d'urgence à une solution complète du problème grâce à un dialogue intra-afghan pour la mise en place d'un gouvernement largement représentatif, il conviendrait de prendre les mesures suivantes : un cessez-le-feu complet, qui entrerait en vigueur le 1er janvier 1989, la cessation de toutes les opérations offensives ou de bombardement, les groupes afghans d'opposition conservant, pendant la durée des négociations, les territoires sous leur contrôle; parallèlement, arrêt, à la même date, de toutes les fournitures d'armes à tous les belligérants; pendant la période de la mise en place d'un gouvernement largement représentatif prévue dans la résolution de l'Assemblée générale, on enverrait à Kaboul et dans d'autres centres stratégiques du pays un contingent de forces de maintien de la paix des Nations Unies; nous prions aussi le Secrétaire général de contribuer à la prompte concrétisation de l'idée de convoquer une conférence internationale sur la neutralité et la démilitarisation de l'Afghanistan.

Le Président Gorbatchev

Nous continuerons de contribuer très activement à panser les plaies de la guerre et nous sommes prêts à participer à cet effort, tant avec l'ONU que sur une base bilatérale.

Nous appuyons la proposition de créer, sous les auspices des Nations Unies, un corps international de volontaires pour la paix chargé d'aider à la renaissance afghane.

Dans le contexte du règlement des conflits régionaux, je ne saurais m'abstenir de porter jugement sur un incident sérieux qui s'est produit récemment et qui a affecté les travaux de la présente session. Les autorités des Etats-Unis n'ont pas permis au président d'une organisation ayant statut d'observateur auprès de l'ONU de venir à New York prendre la parole à l'Assemblée générale. Je veux parler de Yasser Arafat.

Qui plus est, cet incident se produit au moment où l'Organisation de libération de la Palestine a pris une initiative constructive facilitant la recherche d'une solution au problème du Moyen-Orient avec participation du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Cet incident survient au moment où une tendance positive se manifeste en faveur d'un règlement politique des autres conflits régionaux avec, dans bien des cas, l'aide de l'Union soviétique et des Etats-Unis. Nous regrettons vivement cet incident et exprimons notre solidarité avec l'Organisation de libération de la Palestine.

Le concept même de sécurité internationale globale se fonde sur les principes de la Charte des Nations Unies et sur le caractère obligatoire du droit international pour tous les Etats.

Nous sommes en faveur d'une démantèlement des relations internationales et c'est pourquoi nous voulons que des méthodes politiques et légales prévalent dans la recherche de solutions aux problèmes susceptibles de surgir.

Notre idéal est celui d'une communauté mondiale d'Etats fondée sur la primauté du droit, dans laquelle les politiques étrangères seraient subordonnées au droit.

La réalisation de cet objectif serait facilitée par la conclusion, dans le cadre de l'ONU, d'un accord concernant une interprétation uniforme des principes et des normes du droit international, leur codification compte tenu des conditions nouvelles et l'élaboration de normes juridiques pour les nouveaux domaines de coopération.

Le Président Gorbatchev

En cette époque nucléaire, l'efficacité du droit international ne devrait pas se fonder sur son application imposée, mais plutôt sur des normes reflétant un équilibre des intérêts des Etats.

Outre qu'il en résulterait une prise de conscience toujours accrue de notre communauté objective de destin, cela rendrait chaque Etat véritablement soucieux de faire preuve de modération dans les limites du droit international.

Démocratiser les relations internationales ne veut pas simplement dire internationaliser au maximum les efforts de tous les membres de la communauté mondiale pour régler les problèmes. Cela signifie également qu'il nous faudra humaniser ces relations.

Les liens internationaux ne refléteront pleinement les intérêts authentiques des peuples et ne serviront véritablement la cause de leur sécurité commune que lorsque l'être humain, avec ses problèmes, ses droits et ses libertés, sera au centre de toutes choses.

Dans ce contexte, je tiens, au nom de mon pays, à m'associer à ceux qui ont dit combien ils attachaient d'importance à la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée, il y a 40 ans, le 10 décembre 1948.

Aujourd'hui, ce document conserve toute sa valeur. Il reflète lui aussi la nature universelle des buts et des objectifs des Nations Unies.

La meilleure façon pour un Etat de célébrer l'anniversaire de cette Déclaration serait d'améliorer sa situation nationale pour ce qui est du respect et de la protection des droits de ses propres citoyens.

Avant de dire à l'Assemblée ce que nous avons précisément fait dans ce domaine récemment, qu'il me soit permis de dire ce qui suit.

Notre pays vit une véritable période de relèvement révolutionnaire.

Le processus de perestroïka prend de l'élan. Nous avons commencé par formuler le concept théorique de perestroïka. Nous avons dû évaluer la nature et l'ampleur des problèmes. Nous avons dû tirer les leçons du passé et les exprimer sous forme de conclusions et de programmes politiques. C'est maintenant chose faite.

Le travail théorique, la réévaluation de ce qui se passe, la finalisation, l'enrichissement et le réajustement des positions politiques ne sont pas terminés. Ils continuent.

Le Président Gorbatchev

Mais il était essentiel de commencer par une idée générale. L'expérience de ces dernières années en a maintenant confirmé la valeur. Il n'y a pas d'autre solution.

Pour participer à l'effort de mise en oeuvre des plans de perestroïka, notre société devait d'abord être démocratisée en pratique. Sous le signe de la démocratisation, la perestroïka s'applique maintenant à la vie politique, à l'économie, à la vie intellectuelle et à l'idéologie.

Nous avons entamé une réforme économique radicale. Nous avons accumulé de l'expérience. Au début de l'année prochaine, toute notre économie nationale sera réorientée vers de nouveaux modes et de nouvelles méthodes de fonctionnement. Cela signifie que nous devons également réorganiser profondément les relations de production et libérer l'énorme potentiel de la propriété socialiste.

En entreprenant des réformes révolutionnaires aussi hardies, nous savions bien que des erreurs seraient commises, qu'il y aurait de l'opposition et que les nouvelles méthodes engendreraient de nouveaux problèmes. Nous avons également prévu la possibilité d'un ralentissement dans certains domaines.

Mais la garantie de progrès pour notre processus général de perestroïka et la consolidation de ce processus reposent sur une réforme démocratique profonde de tout le système du pouvoir et de l'administration.

Les décisions récentes du Soviet suprême de l'Union soviétique de modifier la Constitution et d'adopter la loi sur les élections nous ont permis d'achever la première phase du processus de réforme politique.

Sans attendre, nous avons entamé la deuxième phase de ce processus dont les objectifs essentiels sont d'améliorer les relations entre le centre et les républiques, d'harmoniser les relations interethniques en nous fondant sur les principes de l'internationalisme léniniste que nous avons hérité de la Grande Révolution et, en même temps, de réorganiser le système local de pouvoir soviétique.

Nous avons encore beaucoup à faire et nous allons devoir travailler sur plusieurs fronts à la fois.

Nous avons pleinement confiance. Nous avons une théorie, une politique et le fer de lance de la perestroïka : le Parti, qui se restructure également en fonction des tâches nouvelles et des réformes fondamentales de toute notre société.

Et surtout, le peuple tout entier et toutes les générations de citoyens de notre grand pays appuient la perestroïka.

Le Président Gorbatchev

Nous nous consacrons à fond à la création d'un Etat socialiste basé sur la primauté du droit. Toute une série de lois nouvelles ont été élaborées ou vont l'être. Bon nombre d'entre elles entreront en vigueur dès 1989 et nous comptons qu'elles répondront aux plus hauts critères en ce qui concerne la garantie des droits de l'individu.

La démocratie soviétique va disposer d'une base normative solide. Je pense en particulier aux lois sur la liberté de conscience, le glasnost, les associations et organisations publiques, et bien d'autres.

Dans nos établissements de détention, il n'y a personne qui ait été condamné en raison de ses convictions politiques ou religieuses.

Nos nouveaux projets de loi prévoient de nouvelles garanties qui excluront toute forme de persécution pour de telles raisons.

Le Président Gorbatchev

Evidemment, cela ne s'applique pas à ceux qui ont commis de véritables actes criminels ou des crimes contre l'Etat, tels que l'espionnage, le sabotage et le terrorisme, quelles que soient leurs opinions politiques ou idéologiques.

Des amendements au Code pénal ont été rédigés et attendent d'être adoptés. Parmi les articles en cours de révision figurent ceux qui ont trait à la peine de mort.

Nous essayons également de régler dans un esprit humanitaire le problème de la sortie et de l'entrée, y compris la question de sortie du pays pour cause de réunification de la famille. Comme on le sait, l'une des raisons de refuser l'autorisation de sortie à certaines personnes est qu'elles détiennent des secrets. La prescription sera désormais strictement appliquée dans ce cas. Toute personne cherchant un emploi auprès de certaines institutions ou entreprises sera informée de cette règle. En cas de différend, la loi prévoit un droit d'appel. Cela supprime le problème des "refuzniks".

L'Union soviétique a l'intention de participer davantage aux dispositions concernant la surveillance de l'application des droits de l'homme prévues par l'ONU et par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Nous pensons que la compétence de la Cour internationale de Justice de La Haye en ce qui concerne l'interprétation et la mise en oeuvre des accords sur les droits de l'homme doit être acceptée par tous les Etats. Dans le cadre du processus d'Helsinki, nous estimons qu'il convient de cesser le brouillage des émissions de radios étrangères vers l'Union soviétique.

D'une façon générale, notre credo est que les problèmes politiques doivent être résolus par des moyens politiques et les problèmes humains de façon humaine.

Je voudrais maintenant aborder la question principale, à savoir le désarmement, sans lequel il serait impossible de régler les problèmes du siècle à venir.

Le développement et la communication internationale ont été dénaturés par la course aux armements et la militarisation de la pensée. Comme vous le savez, le 15 janvier 1986, l'Union soviétique a présenté un programme pour édifier un monde exempt d'armes nucléaires. Traduit en positions de négociation réelles, il a déjà produit des résultats concrets. Demain, nous célébrerons le premier anniversaire de la signature du Traité sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire et de plus courte portée, le Traité FNI. Je suis particulièrement heureux, par

Le Président Gorbatchev

conséquent, de noter que la mise en oeuvre du Traité - l'élimination de missiles - se déroule normalement, dans une atmosphère de confiance et de pragmatisme. Il semble que nous soyons parvenus ainsi à faire une large brèche dans ce qui paraissait être un mur inébranlable de suspicion et d'animosité. Nous assistons à l'émergence d'une nouvelle réalité historique, où le principe du surarmement cède le pas à celui d'une suffisance raisonnable en matière de défense.

Nous assistons à l'apparition d'un nouveau modèle de sécurité - non par l'accroissement des armements, comme cela a pratiquement toujours été le cas dans le passé, mais, au contraire, par leur réduction sur la base du compromis.

Les autorités soviétiques ont décidé de prouver une fois de plus qu'elles sont prêtes à renforcer ce processus sain, non seulement par des mots, mais aussi par des actes.

Aujourd'hui, je suis en mesure de vous apprendre que l'Union soviétique a pris la décision de réduire ses forces armées. Au cours des deux prochaines années, leur force numérique sera diminuée de 500 000 hommes. Nous réduirons également de façon importante le nombre des armements classiques. Cela se fera de façon unilatérale, sans être lié avec les pourparlers sur le mandat de la réunion de Vienne.

En accord avec nos alliés du Traité de Varsovie, nous avons décidé de retirer, d'ici 1991, six divisions blindées de la République démocratique allemande, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie, et de démobiliser ces divisions. Nous prévoyons de retirer certaines troupes d'assaut et de débarquement et plusieurs autres formations et unités, y compris des unités de débarquement et de franchissement de cours d'eau, avec leurs armes et leur matériel de combat, des groupes de forces soviétiques stationnées dans ces pays. Les forces soviétiques stationnées dans ces pays subiront une réduction de 50 000 hommes et 5 000 chars seront retirés de leur armement.

Toutes les divisions soviétiques se trouvant actuellement sur le territoire de nos alliés sont en cours de réorganisation. Leur structure sera différente de celle qui existe actuellement : après une importante réduction du nombre de chars, elle deviendra clairement défensive. Nous réduirons par ailleurs la puissance numérique des forces armées et le volume des armements stationnés dans la région européenne de l'URSS. Au total, 10 000 chars, 8 500 pièces d'artillerie et 800 avions de combat seront retirés des forces armées soviétiques dans cette partie de notre pays et dans les territoires de nos alliés européens.

Le Président Gorbatchev

Au cours de ces deux années, nous avons également l'intention de réduire nettement nos forces armées dans la partie asiatique de notre pays. En accord avec le Gouvernement de la République populaire mongole, une grande partie des troupes soviétiques qui y sont temporairement stationnées rentreront dans leur pays.

En prenant cette décision fondamentale, les autorités soviétiques expriment la volonté du peuple, de procéder à un remaniement profond de la société socialiste tout entière. Nous maintiendrons la capacité de défense de notre pays à un niveau de suffisance raisonnable et fiable, afin que nul ne soit tenté de menacer la sécurité de l'Union soviétique et de nos alliés.

Par toutes nos activités en faveur de la démilitarisation des relations internationales, nous tenons à attirer l'attention de la communauté internationale sur un autre problème pressant : le problème de la transition d'une économie d'armement à une économie de désarmement. La conversion de la production militaire est-elle une idée réaliste? J'ai déjà eu l'occasion d'en parler et nous pensons, qu'en fait, elle l'est.

Pour sa part, l'Union soviétique est prête, dans le cadre de notre réforme économique, à élaborer et à rendre public notre plan interne de conversion; à concevoir à titre d'essai, au cours de 1989, des plans de conversion de deux ou trois usines d'armements; à rendre publique notre expérience de l'emploi de spécialistes de l'industrie militaire et de l'utilisation de son matériel, de ses bâtiments et de ses structures pour la production civile.

Il serait bon que tous les Etats, à commencer par les grandes puissances militaires, présentent à l'ONU leurs plans de conversion nationaux. Il serait utile également de réunir un groupe de scientifiques chargé d'analyser de manière approfondie le problème de la conversion dans son ensemble et tel qu'il se pose pour chaque pays et région, et de faire rapport au Secrétaire général des Nations Unies, cette question devant être ensuite examinée à une session de l'Assemblée générale.

Enfin, puisque je suis ici en terre américaine, et pour d'autres raisons évidentes, je me dois de mentionner nos relations avec ce grand pays. J'ai déjà eu l'occasion d'apprécier pleinement son hospitalité au cours de la visite mémorable que j'ai faite à Washington il y a exactement un an. Les relations entre l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique remontent à cinq décennies et demie. Le monde a changé, tout comme la nature, le rôle et la valeur de ces relations dans la

Le Président Gorbatchev

politique mondiale. Nous avons trop longtemps évolué dans un climat d'affrontement et parfois d'animosité, de façon directe ou indirecte. Ces dernières années, toutefois, le monde entier a pu pousser un soupir de soulagement grâce à l'amélioration, quant au fond et à la forme, des relations entre Moscou et Washington.

Nul ne veut sous-estimer la gravité de nos divergences ni la difficulté des problèmes en suspens. Toutefois, nous avons déjà dépassé le stade de l'école primaire et avons appris à nous comprendre les uns les autres et à rechercher des solutions qui correspondent tant à notre propre intérêt qu'à notre intérêt commun.

L'Union soviétique et les Etats-Unis ont construit les arsenaux nucléaires et de missiles les plus importants qui soient. Mais ce sont ces deux pays qui, après être devenus particulièrement conscients de leurs responsabilités, ont été les premiers à conclure un traité sur la réduction et l'élimination physique d'une partie de leurs armements qui constituaient une menace pour eux deux et pour tous les autres. Ces deux pays possèdent les secrets militaires les plus importants et les plus complexes. Mais ce sont eux qui ont jeté les bases d'un système de vérification mutuelle à la fois de l'élimination des armements et de la réduction et de l'interdiction de leur production, système qu'ils continuent de perfectionner. Ce sont eux qui accumulent de l'expérience en vue de futurs accords bilatéraux et multilatéraux.

Pour nous, cela a beaucoup de valeur. Nous reconnaissons et apprécions la contribution faite par le Président Ronald Reagan et par les membres de son gouvernement, en particulier M. George Shultz.

Tout cela constitue le capital que nous investissons conjointement dans une entreprise d'importance historique. Nous ne devons pas perdre ce capital, ni ne pas le faire fructifier.

Le Président Gorbatchev

Le prochain gouvernement américain, dirigé par le président élu George Bush, trouvera en nous un partenaire qui est disposé, sans de longs atermoiements, à poursuivre le dialogue dans un esprit de réalisme, d'ouverture et de bonne volonté, avec l'intention d'aboutir à des résultats concrets en nous attaquant à un ordre du jour qui couvre les questions essentielles des relations soviéto-américaines et de la politique mondiale.

Je pense avant tout à une évolution constante vers un traité sur une réduction de 50 % des armes offensives stratégiques, tout en préservant le Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques (ABM), à une convention sur l'élimination des armes chimiques - et, là, nous voyons que nous disposons déjà des conditions préalables qui feront de 1989 une année décisive - et à des négociations sur la réduction des armes classiques et des forces armées en Europe.

Je pense également et au sens le plus large aux problèmes économiques, écologiques et humanitaires.

Il serait tout à fait erroné d'attribuer uniquement à l'Union soviétique et aux Etats-Unis l'évolution positive de la situation internationale. L'Union soviétique apprécie à sa juste valeur la contribution sensible et originale des pays socialistes au processus de création d'un environnement international plus sain.

Au cours des négociations, nous tenons constamment compte de la présence des autres grandes puissances, aussi bien nucléaires que non nucléaires. De nombreux pays, moyens et petits, et, bien entendu, le Mouvement des pays non alignés et le Groupe intercontinental des Six jouent un rôle constructif exceptionnellement important.

A Moscou, nous sommes heureux de voir qu'un nombre accru d'hommes d'Etat, d'hommes politiques, de dirigeants de partis et de personnalités publiques, ainsi que - je tiens à le souligner - de savants, de personnalités culturelles, de représentants de mouvements de masse et de cultes divers, et de militants de ce qu'on appelle la diplomatie populaire sont prêts à partager le fardeau des responsabilités universelles.

A cet égard, j'estime que l'idée de convoquer régulièrement, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, une assemblée d'organisations publiques doit retenir notre attention.

Le Président Gorbatchev

Nous ne sommes pas enclins à présenter la situation mondiale de façon simpliste. Il est vrai que la tendance au désarmement a reçu une impulsion considérable et que le processus acquiert de lui-même un nouvel élan. Mais il n'est pourtant pas encore irréversible.

Il est vrai que la volonté de renoncer à l'affrontement et de privilégier le dialogue et la coopération est très nettement ressentie. Mais elle est encore loin de caractériser de façon permanente la pratique des relations internationales.

Il est vrai que l'évolution vers un monde exempt d'armes nucléaires et non violent peut transformer radicalement l'identité politique et intellectuelle de notre planète. Mais nous n'avons fait que les premiers pas, et même eux se sont heurtés à la méfiance de certains milieux influents et rencontrent de la résistance. On continue à ressentir l'héritage et l'inertie du passé. Des contradictions profondes et les causes essentielles de nombreux conflits n'ont pas encore disparu. Et là, il faut tenir compte de la persistance d'un autre élément fondamental, à savoir qu'une période de paix doit se construire dans le contexte de l'existence et de la rivalité de divers systèmes socio-économiques et politiques.

Toutefois, l'objet de nos efforts internationaux et l'un des composants fondamentaux de la nouvelle pensée est que cette rivalité devrait comporter un certain élément de compétition, compte dûment tenu de la liberté de choix et de l'équilibre des intérêts. Elle deviendrait ainsi utile et productive du point de vue du développement mondial.

Dans le cas contraire, si la course aux armements demeure, comme auparavant, l'élément fondamental de cette rivalité, celle-ci sera mortelle. De plus en plus de gens à travers le monde, qu'il s'agisse de dirigeants ou de simples particuliers, commencent à le comprendre.

Je terminerai ma première allocution devant les Nations Unies, comme je l'ai commencée, avec le même sentiment de responsabilité à l'égard de mon peuple et de la communauté mondiale.

Nous nous réunissons à la fin d'une année qui a beaucoup compté pour les Nations Unies et à la veille d'une année dont nous attendons tous beaucoup.

Je veux croire que nos espoirs seront assortis de nos efforts conjoints en vue de mettre un terme à l'ère des guerres, des affrontements et des conflits régionaux, des agressions contre la nature, de l'horreur, de la faim et de la pauvreté et du terrorisme politique.

Tel est notre objectif commun et ce n'est qu'ensemble que nous l'atteindrons.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, Président du Présidium du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques de l'importante déclaration qu'il vient de faire.

M. Mikhaïl Gorbatchev, Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, Président du Présidium du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

La séance, suspendue à 12 h 5, est reprise à 12 h 15.

POINT 41 DE L'ORDRE DU JOUR

APPLICATION DES RESOLUTIONS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : A cet égard, j'ai reçu une lettre du Représentant permanent de Chypre dans laquelle il demande que l'examen de cette question soit renvoyé à la quarante-quatrième session.

Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que l'Assemblée générale souhaite renvoyer l'examen de cette question à la quarante-quatrième session et inscrire cette question à l'ordre du jour provisoire de cette session.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Ainsi s'achève l'examen du point 41 de l'ordre du jour.

POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : L'Assemblée se souviendra que, le lundi 5 décembre, j'ai fait une annonce concernant la célébration du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Etant donné l'importance toute particulière que revêt cette célébration, qui explique pourquoi un grand nombre de délégations se sont fait inscrire sur la liste des orateurs, j'aimerais revenir sur cette question. Tout en rappelant et en soulignant mon appel à l'adresse des délégations pour que leurs déclarations soient aussi brèves que possible étant donné le grand nombre d'orateurs, je propose à l'Assemblée de poursuivre l'examen de cette question au cours d'une deuxième séance demain. Toutefois, cela l'amènera à passer outre au paragraphe 7 du dispositif de la résolution 42/131 aux termes duquel elle avait décidé de consacrer à cette célébration l'une des séances plénières de sa quarante-troisième session.

Le Président

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'allonger le temps prévu pour cette célébration en prévoyant une deuxième séance?

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 25.

